

Arménie

La séance regroupant les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire a eu lieu au ministère de la Défense, présidé le Président **Serge Sarkissian**. Dans son discours le chef de l'Etat a déclaré notamment :



"L'objectif le plus important de notre politique étrangère est la consolidation juridique définitive de la victoire dans la guerre d'agression déclenchée par l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh. La République du Haut-Karabakh doit être reconnue par la communauté internationale, car il n'y a aucune explication logique pour expliquer pourquoi les personnes qui ont réalisé leur droit à l'autodétermination dans le droit et l'ont défendue dans des conditions inégales, devraient faire partie de l'Azerbaïdjan. Pourquoi le destin de ces personnes est conditionné par la décision illégale de Staline ?

La politique belliqueuse, anti-arménienne et fasciste, des autorités azerbaïdjanaises sur la question demeure une menace majeure pour notre sécurité. Les soldats meurent sur la ligne de contact, et leur sang retombe sur les autorités azerbaïdjanaises.

Dans quelques jours, nous allons célébrer le 25ème anniversaire du Mouvement Karabakh. Mais c'était le début de la phase moderne du mouvement. La population du Karabakh n'a jamais été d'accord avec l'illégalité de Staline, elle ne s'est jamais considérée comme des citoyens de l'Azerbaïdjan, et n'a jamais accepté la décision d'annexer le Karabakh à l'Azerbaïdjan.

L'accord de cessez le feu signé il y a 19 années, à la demande de l'Azerbaïdjan a consolidé la victoire de la lutte d'autodéfense des Arméniens. Bakou ne tient pas compte des dispositions de l'accord de cessez-le-feu, l'Azerbaïdjan continue à tirer non seulement sur l'Artsakh, mais aussi la République d'Arménie.

Les autorités azerbaïdjanaises refusent ouvertement les propositions des médiateurs concernant le retrait des snipers de la ligne de contact et la création de mécanismes pour enquêter sur les incidents frontaliers. Elles refusent même de mettre en œuvre les mesures de confiance prévues par l'accord signé à Sotchi.

Nous devons toujours être prêts pour un nouvel aventurisme militaire par un régime qui propage la guerre. Je pense que nos voisins comprennent que la guerre sera tout aussi, sinon plus, destructrice pour l'Azerbaïdjan. Dans le même temps, je ne pense pas que les autorités azerbaïdjanaises soient préoccupées par le sort de leur peuple. Elles seront prêtes à reprendre les actions militaires si elles considèrent avoir un privilège exceptionnel

sur l'Arménie ou s'il est nécessaire de détourner l'attention des problèmes intérieurs.

L'Arménie et l'Artsakh ne veulent pas la guerre, mais tout le monde doit être convaincu que nous allons donner une réponse digne à toute épreuve. Plus jamais le peuple de l'Artsakh risquera l'anéantissement physique. La République d'Arménie est un garant de cela.

Le sort de l'Artsakh sera décidé par son peuple. Il est consolidé par le droit international et un certain nombre de documents internationaux. Par conséquent, la pleine participation des autorités du Karabakh dans les négociations est un impératif de l'époque.

Parler de l'Azerbaïdjan, revient à garder à l'esprit qu'il existe un Etat dans la région, qui soutient sans équivoque la politique anti-arménienne de l'Azerbaïdjan. L'unité Turquie-Azerbaïdjan a créé le slogan «Une nation, deux Etats» pour essayer de forcer à des concessions unilatérales de l'Arménie à travers l'approfondissement du blocus, de lignes de division et d'exclusion de la coopération régionale, au cours des vingt dernières années. Ils n'ont pas réussi et ne réussiront jamais.

En tant que pays épris de paix, progressiste et clairvoyante, nous comprenons l'importance de la création d'un climat de confiance mutuelle pour la coexistence pacifique avec les pays voisins, et pour aller de l'avant. Dans cet esprit, nous avons lancé la normalisation des relations avec la Turquie.

La reconnaissance et la condamnation du génocide arménien est du devoir de la Turquie devant les victimes du génocide, les survivants et leurs descendants, devant toute l'humanité et tout d'abord, de son propre peuple. Je pense que sans la pénitence sincère de la Turquie et de l'élimination des conséquences du génocide, l'existence d'une Arménie sécurisée dans la région continuera d'être en danger. "